

Le Rouge Gorge



2020, L'humain d'abord !



Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français

28 mars 2020

ETRE SEULS, ENSEMBLE

Face au destin commun qui nous frappe toutes et tous, l'heure n'est pas au repli individuel, au chacun pour soi ni aux parlottes creuses mais au contraire à la solidarité en actes. Si le confinement nous éloigne physiquement, par contre les nouvelles technologies peuvent être un moyen formidable pour nous rapprocher, nous serrer les coudes et « être seuls, ensemble ». Sinon, on finira par devenir dingues, [phobiques les uns contre les autres](#), hypocondriaques graves, désespérés pour certains ! Pour les communistes de Fécamp, cette solidarité en actes prend la forme d'une collecte de masques pour aider nos soignants confrontés au [scandale d'Etat du manque de masques FFP2 \(cf pages 4 à 6\)](#).

Beaucoup parmi vous ont eu la bonne idée (contrairement au Ministère de la Santé...) de conserver, dans leurs greniers ou leurs caves, les masques mis en circulation lors de l'épidémie de H1N1 en 2009. S'ils sont restés bien emballés, ils peuvent resservir sans problème. Pour convenir d'un rendez-vous avec l'association « Un médecin pour chacun », contactez-nous au rougegorge@pcf-fecamp.fr et nous nous chargerons de les remettre ensuite au personnel de l'hôpital, des cabinets médicaux de Fécamp. Derrière les masques, tissons un réseau de bonnes volontés et d'entraide. [1100 masques ont déjà été collectés](#). Avec votre aide, on va faire encore mieux !

Si nous sommes en « guerre » (mot sept fois répété par Emmanuel Macron dans son discours annonçant le confinement), pourquoi est-ce que ceux qui sont au front n'ont pas de munitions ? [Pourquoi n'est-il pas possible de dépister systématiquement la population comme cela se fait avec succès en Corée du Sud](#) ? Qu'est-ce qui fait que le gouvernement n'a pas sanctionné cet état-major lamentable qui a oublié de nous préparer à une guerre annoncée ? Pourquoi ne sanctionne-t-on pas plus sérieusement les arnaqueurs et les pilleurs qui tentent de profiter de la situation ? Il faut dire que l'exemple vient de haut. Ainsi a-t-on découvert dans le [projet de loi sur l'urgence sanitaire](#) de surprenantes mesures : l'article 7 donne la possibilité au gouvernement de prendre des ordonnances en matière économique et sociale, comprenant de graves mesures de régression qui s'attaquent aux 35 heures, aux congés payés et aux instances représentatives du personnel. La belle aubaine pour le patronat à qui [Edouard Philippe avait déjà donné le feu vert pour continuer à licencier malgré le coronavirus](#) !

Faute d'avoir pris les mesures qui s'imposaient, pour avoir massacré les dispositifs de santé et avoir fait prévaloir l'économie financiarisée sur l'humain, le néo-libéralisme a laissé notre pays démuné face à la pandémie du coronavirus. On a écrit des milliers de pages, prononcé des millions de mises en garde, notamment les communistes, et rien n'a changé ! Cette pandémie démontre expérimentalement l'aberration des réformes entreprises par les néolibéraux. Les peuples ont vu la santé et la vie de leurs proches exposées. Une fois l'épidémie finie, ils devront rendre des comptes, ils ne pourront pas continuer comme si rien ne s'était passé.

AU SOMMAIRE :

Page 2 : l'organisation catastrophique des élections municipales à Fécamp

Page 3 : le chercheur qui avait alerté dès 2015 sur le danger du coronavirus, dénonce le désengagement de l'Etat et de l'Europe dans la recherche

Page 4 à 6 : une enquête fouillée sur les causes de la pénurie de masques face au coronavirus

Page 6 : la collecte de masques par l'association « Un médecin pour chacun »



ELECTIONS MUNICIPALES : FECAMP-LA-HONTE



Le bureau de vote de l'école Alphonse Allais à 7 h 55 : pas de gel hydro-alcoolique, pas de marquage au sol de la distance de sécurité de 1 mètre. Il a fallu que l'assesseur du PCF exige un marquage pour que des bandes soient découpées et collées au sol Juste pas possible !

Tous les villages voisins de Fécamp avaient pris leurs dispositions pour protéger les électeurs contre le coronavirus. Les correspondants du Rouge-Gorge ont eu l'occasion d'aller visiter les bureaux de vote d'Yport et de Toussaint et tout y était parfaitement bien organisé : pas de rideaux aux isolements pour éviter aux électeurs d'y déposer des virus en les touchant, du gel hydro-alcoolique à l'entrée, des bandes collantes au sol pour bien délimiter la distance de sécurité de 1 mètre, un assesseur à l'entrée pour ouvrir et fermer la porte afin d'éviter que trop de personnes ne manipulent la poignée, la carte d'électeur posée sur la table et tamponnée par un assesseur sans y toucher, des stylos soigneusement désinfectés entre chaque votant, un nombre limité d'électeurs dans le bureau de vote, les autres étant priés d'at-

tendre leur tour à l'extérieur

A Fécamp, l'organisation mise en place par l'équipe de Mme Poussier-Winsback était tout autre et avait de quoi faire dresser les cheveux sur la tête : pas de gel hydro-alcoolique, pas de marquage au sol, des cartes d'électeurs tripotées dans tous les sens. Une véritable honte. En découvrant cette négligence coupable, des électeurs ont même préféré faire demi-tour à la porte du bureau de vote et on les comprend ! Le Rouge-Gorge pose une question toute simple à Mme Poussier-Winsback : pour quoi ce qui a été possible dans toutes les communes voisines de Fécamp ne l'a pas été dans notre ville ? Le coronavirus, connais pas ? Il s'arrête aux frontières de Fécamp comme le nuage de Tchernobyl ?

ELECTIONS MUNICIPALES A FECAMP : QUELS ENSEIGNEMENTS ?

Difficile de produire une analyse de ces élections municipales, gravement contaminées par le coronavirus. Le grand vainqueur de ce 1er tour sera incontestablement le taux d'abstention, tout particulièrement dans les quartiers les plus populaires : 63,5 % d'abstentionnistes au Ramponneau 54,45 % sur l'ensemble de la ville de Fécamp. Par contre, dans les quartiers les plus bourgeois, acquis à la droite, le coronavirus semble avoir moins effrayé l'électeur : 45 % d'abstention seulement au bureau de vote Saint Exupéry. Mme Poussier-Winsback rate la réélection à 19 voix près, malgré l'abstention des quartiers populaires, malgré la traditionnelle prime au maire sortant, malgré l'union réalisée autour d'elle entre candidats macronistes et candidats de la droite, malgré le soutien du patronat et de la chambre de commerce et d'industrie de

Fécamp, malgré la division de la gauche voulue par La France Insoumise. Pour LFI, la spirale du déclin se poursuit à Fécamp : 22,46 % à l'élection présidentielle, 11,3 % à l'élection législative de 2017, 7,65 % à l'élection européenne et 6,3 % à cette élection municipale. Le refus de participer à la liste d'union de la gauche et des écologistes s'est donc payée cash pour les troupes de Mélenchon. Mais, à 19 voix près, cette liste dissidente a bien failli permettre à Mme Poussier-Winsback d'être élue au 1er tour, confirmant ainsi la justesse de l'analyse que faisait le PCF des apprentis-sorciers réunis autour de Stéphane Talbot et de sa volonté « d'ouvrir les chakras » des fécampois, comme il le proclamait lors du débat organisé par le journal « le Courrier Cauchois ». Quant à la liste d'union qui rassemblait

communistes, socialistes, écologistes, personnalités de la société civile autour de Patrick Jeanne, elle a réussi un bon score de 44 %, mais qui aurait sans doute été plus important si l'épidémie de coronavirus n'avait pas dissuadé autant d'électeurs des quartiers populaires de se rendre aux urnes et, surtout, s'il y avait eu une dynamique d'union de toutes les forces de gauche, comme en témoignent les retentissants succès des listes d'union à Montivilliers (62,71 % des suffrages) et à Dieppe (61,41 % pour le maire communiste) où les candidats de la droite et de la République En Marche ont été battus à plate couture dès le 1er tour. Le 2ème tour à Fécamp risque donc d'être chaud bouillant... quand on saura quand il aura réellement lieu. Le 21 juin peut-être ?

Bruno Canard, le chercheur qui avait alerté en 2015 sur le risque de Coronavirus, dénonce le désengagement européen et français dans la recherche



Lorsqu'il relit les lettres d'intention qu'il avait adressées en 2015 à la Commission européenne avec ses collègues belges et hollandais, Bruno Canard en a les poils qui se hérissent. Le directeur de recherche CNRS à Aix-Marseille, spécialiste des coronavirus, y expliquait qu'il existait neuf familles de virus pour lesquelles une émergence dangereuse pour l'homme était possible. « *Le premier sur la liste était le flavivirus*, explique-t-il. *Le second, le coronavirus. Un an plus tard, apparaissait Zika, un flavivirus. Et aujourd'hui, le -Covid-19, un coronavirus !* » La Commission européenne ne donnera jamais de réponse. Aujourd'hui, l'Europe met 10 millions d'euros sur la table. « *Ridicule* », rétorque Bruno Canard.

« *Dans l'urgence, nous devons rédiger des programmes jour et nuit. Monter des projets en un temps record. Au bout de deux ou trois ans, le virus aura disparu et on n'en parlera plus.* »

[Lire aussi. Entretien avec Bruno Canard, spécialiste du coronavirus : « En délaissant la recherche fondamentale, on a perdu beaucoup de temps »](#)

Il faudra tirer les conséquences de cette épidémie

Le chercheur sait de quoi il parle. En 2002, avec l'apparition du Sars-CoV, un virus qui provoque une maladie infectieuse des poumons, l'Union européenne décide de lancer plusieurs programmes afin de ne pas être prise au dépourvu en cas de nouvelles émergences. Dès 2004, l'équipe de Bruno Canard, grâce à des réseaux collaboratifs européens, affiche des résultats prometteurs. « *Nous avons eu cette idée qui s'est révélée fructueuse : les virus ont une capacité énorme à être différents, variés, avec de larges familles. Nous les avons donc étudiés tous en même temps, afin d'en avoir un modèle type qui nous permettrait, en cas de menace d'un virus inconnu, d'en trouver un proche, d'où nous pourrions extraire des données scientifiques.* » Mais dès 2006, l'intérêt des politiques pour le Sars-CoV avait disparu. La crise financière de 2008 et les besoins de refinancement du système bancaire, accélèrent le désengagement de l'Europe et de la France pour la recherche. Résultat : des stratégies de recherche fondamentale sont mises de côté ou perdent leurs crédits. Pourtant, explique Bruno Canard, « *l'émergence des virus va être de plus en plus rapide, du fait du changement climatique, de la perte de la biodiversité, de la déforestation* ». Si cette recherche fondamentale n'avait pas été maltraitée, mais au contraire poursuivie de manière assidue, la science aurait eu la capacité de développer un médicament pan-corona, actif contre n'importe quel nouveau coronavirus qui apparaîtrait, assure le chercheur. Il dissipe au passage la confusion qui règne entre un vaccin et un médicament. « *Un vaccin demande au mieux 18 mois de recherches. Et pour des virus non prévisibles, qui changent, il n'est pas adapté. Mieux vaut faire des médicaments qui ont un large spectre dans une famille virale. Cela peut nécessiter 5 ans, parfois 10. D'où l'importance de l'anticipation scientifique.* » Aujourd'hui, dit-il, l'heure n'est pas à la polémique. « *Il y a un devoir impératif d'écouter ce que nous dit le gouvernement.* » Mais il faudra tirer les conséquences de cette épidémie. « *Si seulement un peu de crédit impôt recherche pouvait être reversé pour irriguer la recherche, ça serait un bol d'air énorme. Et surtout productif.* »

Nadège Dubessay



Karine Mangin

13 mars à 13:01 · 🌐



Il y a 1 mois, Mr le président envoyait les CRS nous gazer à paris lors de manifestations parceque je défendais mes conditions de travail ... aujourd'hui je suis un hero de la nation en prenant des risques pour moi et ma familled être au plus près de ce virus en travaillant 6jours sur 7.... peu être que je suis blonde mais je comprend pas tout !!!!

Un collectif de soignants saisit la Cour de Justice de la République contre Agnès Buzyn et Edouard Philippe

En déclarant au journal le Monde avoir alerté le chef de l'Etat et le Premier ministre dès janvier quant à la dangerosité du Covid-19, l'ex-ministre de la Santé a provoqué une déflagration. [Une déflagration dans son propre camp et celui de l'opposition](#), mais aussi parmi les soignants, qui dénoncent leur ancienne ministre de tutelle qui a quitté mi-février son portefeuille pour être candidate à la mairie de Paris. Un communiqué présenté par leurs avocats déclare : « Il est donc clair que c'est par négligence coupable que le Premier ministre, mais aussi l'ancienne ministre de la Santé, n'ont pas anticipé une crise dont ils savaient manifestement la gravité, et qu'ils ne pouvaient, en tout état de cause ignorer ». Actuellement, c'est [un total de 5 plaintes qui ont déposées contre Agnès Buzyn et Edouard Philippe](#) pour leur gestion calamiteuse de la crise du coronavirus, sans compter une [pétition en ligne qui a recueilli en quelques jours plus de 200 000 signatures](#). Côté sondages, ce n'est pas plus brillant pour le gouvernement, avec [56 % des français estiment que la crise sanitaire est mal gérée par l'équipe au pouvoir](#)

Lits de réanimation

L'Allemagne dispose de 5 fois plus de réanimation avec appareils respiratoires que la France

L'aide de Cuba

Une brigade de médecins cubains vient en aide à l'Italie, débordée et abandonnée face au coronavirus. [Les médecins cubains interviennent dans 37 pays face au COVID19](#)

Enquête sur un scandale d'Etat

LA PENURIE DE MASQUES



Pourquoi un tel manque de masques de protection en pleine pandémie pour nos agents hospitaliers ? Pourquoi les médecins et les infirmiers de ville de Fécamp n'ont-ils eu en tout et pour tout qu'une dotation de 10 masques FFP2 de la part du gouvernement ? Pourquoi, au début du confinement, le laboratoire de virologie du CHU Charles Nicolle de Rouen ne pouvait-il pas faire plus de 60 tests coronavirus par jour pour toute la Haute-Normandie ?

Une plongée dans les bureaux feutrés des ministères et dans les rapports parlementaires de ces dernières années permet de comprendre ce qui s'est passé au plus haut niveau

2005 : début de l'histoire

Remontons au 11 mai 2005, lorsqu'est rendu public un rapport cosigné par le député Jean-Pierre Door et la sénatrice Marie-Christine Blandin intitulé « [Rapport sur le risque épidémique](#) ». Ce rapport rappelle que les maladies respiratoires aiguës tuent près de 3 millions de personnes par an dans le monde. Que ces maladies évoluent constamment, nous obligeant à vivre dans un univers où on aura toujours un vaccin de retard, surtout avec le SRAS. Tous les experts évoquent le « défi de ce que nous prévoyons être des épidémies plus fréquentes de maladies infectieuses, en

raison de l'urbanisation rapide et non planifiée, des crises humanitaires prolongées, de l'incursion humaine dans des terres auparavant non encore exploitées, de l'expansion des voyages et du commerce international et du changement climatique régional ».

Le masque, une arme jugée efficace en cas d'épidémie

Dans ce rapport parlementaire de 2005 « Si nous entrons dans une phase pandémique contagieuse d'homme à homme, une des méthodes pour lutter implique que les personnes en contact avec le public puissent disposer de masques adaptés à la pandémie. Les masques classiques, de type masques de chirurgien, n'offriraient qu'une protection extrêmement limitée. Il serait souhaitable de disposer de modèles extrêmement efficaces mais relativement coûteux. La mise à disposition de masques en nombre suffisant aurait certainement un coût très élevé mais, en même temps, aiderait à limiter la paralysie du pays. Vu sous cet angle, il convient de relativiser le coût. »

Un second rapport parlementaire, moins d'un an après, reprend les mêmes préconisations face à la grippe aviaire : mesures barrières et masques FFP2, dont il est précisé : « Une étude scientifique a démontré que le port de masques à Hongkong, pendant l'épidémie de SRAS en 2003, a entraîné une diminution significative du nombre d'affections respiratoires. » Il y a 14 ans, deux documents parlementaires écrivaient donc noir sur blanc que les masques font partie de la panoplie indispensable contre la propagation d'un virus très contagieux de type coronavirus.

2006 : la France s'équipe massivement en masques

A la suite de ces deux rapports, l'État prévoit donc de stocker des dizaines de millions de masques, y compris les fameux FFP2. Le directeur général de la santé de l'époque, Didier Houssin, précise : « Des quantités importantes ont été et seront achetées : il est prévu d'acquérir au total 250 millions de masques chirurgicaux, à faire porter, à raison d'un masque toutes les quatre ou cinq heures, aux malades en contact avec un entourage familial ou professionnel. Quant aux masques FFP2, le gouvernement en a acquis d'ores et déjà environ 50 millions et l'objectif est d'en acquérir début 2006 plus de 200 millions ». Ces analyses sont en phase avec celles du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), sous l'autorité directe du Premier ministre, exprimées dans le « [plan pandémie grippale](#) » rendu public le 6 janvier 2006, le SGDSN proposant d'étendre l'usage des masques aux personnes « indispensables au fonctionnement des services essentiels et/ou en contact répété et rapproché avec le public ».

2009 : changement de doctrine après l'épidémie H1N1

Dans un [rapport sénatorial sur l'exécution de la loi de finances 2009](#), Philippe Marini, actuel maire du parti de droite LR à Compiègne, révèle que le coût total de la lutte contre le H1N1 est évalué à environ 1 milliard d'euros, dont 150 millions pour l'achat de masques. Philippe Marini fait alors part de « plusieurs interrogations » qui sont en réalité des critiques sur l'efficacité du dispositif : « Des quantités importantes de masques ont, tout d'abord, été commandées alors que peu semblent avoir été effectivement distribuées ».

.../...

Un des mots-clés employé alors par le sénateur de droite est une « mutualisation des moyens », issu du vocabulaire de la gestion managériale à la mode à l'époque dans les services publics, où tout est fait pour « rationaliser », en clair, pour faire des économies.

Le désarmement sanitaire va alors commencer par l'instruction ministérielle du 2 novembre 2011 (citée dans plusieurs rapports mais introuvable en ligne aujourd'hui...) qui va établir une distinction entre un grand « stock national santé » (antiviraux, antidotes, vaccins, pastilles d'iode, masques, combinaisons, blouses, draps d'examen ...) créé en 2001 et des petits stocks dits « tactiques », qui sont des produits et des équipements situés dans les hôpitaux où se trouvent des SAMU et des SMUR, afin d'activer une réaction précoce et au plus près du terrain, dans l'attente de la mobilisation, si besoin, des stocks stratégiques nationaux. Dans cette instruction, il est précisé que l'achat des stocks tactiques est pris en charge par les hôpitaux et financé par des crédits relevant, dans les nomenclatures comptables infligées aux hôpitaux, de leurs missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (Migac). En se défaussant sur les hôpitaux d'une partie de ses responsabilités, sous couvert d'optimisation des moyens au niveau géographique, le désarmement sanitaire face à une pandémie est ainsi enclenché

Le masque FFP2 ne serait-il plus utile ?

Le 16 mai 2013, nouveau revirement dans les recommandations officielles lorsque le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale édite sa [« doctrine de protection des travailleurs face aux maladies haute-](#)

[ment pathogènes à transmission respiratoire](#) », dont l'objectif est de faire des économies : « La présente doctrine est le fruit d'un travail interministériel mené dans un souci d'efficacité et d'économie globale, s'appuyant notamment sur le retour d'expérience acquis lors des pandémies de la décennie écoulée », comprendre notamment le H1N1. Le SGDSN décrète : « Le recours systématique aux masques de protection respiratoire de type FFP2 a montré ses limites en termes d'efficacité, car la gêne voire la difficulté respiratoire liées à leur port conduisent à un faible taux d'utilisation. » Dès lors, le SGDSN, dirigé par le conseiller d'État Francis Delon, considère que : « Il revient à chaque employeur de déterminer l'opportunité de constituer des stocks de masques pour protéger son personnel. Les paramètres de coût sont les suivants : – acquisition : un masque chirurgical coûte environ dix fois moins cher qu'un masque FFP2 ; – stockage : le stockage des masques chirurgicaux est largement moins volumineux et donc moins coûteux que celui des masques FFP2, lesquels nécessitent en outre une gestion fine des dates de péremption. » Avec cette position du SGDSN, c'est sur les entreprises que l'Etat va maintenant se décharger de sa responsabilité, sans leur transférer les moyens budgétaires qui vont avec.

Le piège se referme.

La situation de pénurie de masques rencontrée actuellement par notre pays a commencé à se refermer à ce moment-là, par glissements successifs, avec pour unique souci de réduire les dépenses de l'Etat. Les trois opérateurs de la prévention (l'EPRUS, l'Institut de Veille Sanitaire et l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé) ont alors tous vu baisser leurs recettes entre 2010 et 2014, la restriction totale avoisinant les 54 millions d'euros, soit une baisse de

24 %. Parallèlement, nombre de services de réanimations sont alors fermés dans les petits hôpitaux et, entre 2003 et 2017, 69 000 lits d'hospitalisation à temps plein sont supprimés, soit près de 20 % de l'ensemble des lits

Dans ce contexte, l'Etat est arrivé à la conclusion que, puisque les masques FFP2 sont réservés aux personnels de santé, il valait mieux transférer la responsabilité de leur achat aux hôpitaux ? C'est ce mécanisme que décrit Francis Delattre, sénateur de droite du parti Les Républicains, dans [son rapport parlementaire](#) fait au nom de la commission des Finances en date du 15 juillet 2015

La déresponsabilisation organisée

Il aborde explicitement la question des masques de protection. « Concernant les populations cibles à atteindre pour les masques, la doctrine gouvernementale est en cours de redéfinition. Toutefois, une nouvelle doctrine du SGDSN a d'ores et déjà établi que le stock national géré par l'EPRUS concernerait désormais uniquement les masques de protection chirurgicaux à l'attention des personnes malades et de leurs contacts, tandis que la constitution de stocks de masques de protection du personnel de santé (notamment les masques FFP2 pour certains actes à risque) était désormais à la charge des employeurs. »

Certains produits ne seront plus stockés « en raison du transfert de la responsabilité de constituer certains stocks vers d'autres acteurs (par exemple, les établissements de santé et les établissements médico-sociaux pour les masques de protection FFP2 de leur personnel) », précise encore le rapport du sénateur. Les choses sont dites : si d'autres acteurs peuvent les vendre ou peuvent les acheter, à quoi bon obliger l'État à faire des stocks préventifs ? ! La boucle de la déresponsabilisation est bouclée.

.../...

.../...

L'argent supplante le principe de précaution

La préoccupation uniquement comptable finit donc ici de prendre le dessus.

Le risque d'être à la merci d'une rupture d'approvisionnement chez les industriels français ou étrangers est totalement oublié, notamment en cas de désorganisation des chaînes d'approvisionnement par une épidémie mondialisée.

A la place des stocks de sécurité, Marisol Touraine, alors ministre socialiste de la Santé, décide d'importer en France un système de réservation auprès de laboratoires étrangers, consistant à passer une précom-

mande qui sera activée uniquement en cas d'épidémie. Au principe de précaution « stocker pour être sûr d'en avoir en cas de crise » se substitue la logique ultra-libérale : « être sûr de ne pas trop stocker car c'est essentiel de ne pas dépenser dans le domaine social plus que le strict nécessaire. »

L'État désarmé

L'État s'est donc désarmé peu à peu, mettant en danger les citoyens, à commencer par les professionnels de santé. Tout cela s'est fait avec la parfaite bonne conscience de hauts fonctionnaires et d'un personnel politique de droite et de gauche imbibé d'idéologie néo-libérale qui avaient à cœur de participer à une « bonne gestion des deniers publics » conforme aux recommandations des

banques et de la commission européenne

Les arbitrages politiques d'hier placent aujourd'hui de nombreux travailleurs et leurs employeurs face à une injonction contradictoire : « nous vous demandons d'aller travailler » mais « nous ne pouvons pas vous fournir les moyens garantissant votre protection minimale ».

Les conséquences sont aujourd'hui visibles : manque de masques, manque de gel hydro-alcoolique, manque de tests de dépistage du COVID19. Qui avait raison ? les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés ? Ou bien les communistes qui dénoncent inlassablement les politiques d'austérité budgétaire infligées à notre système de santé ?



COLLECTE DE MASQUES FFP2 PAR « UN MEDECIN POUR CHACUN »

Pour tenter de combler les carences du gouvernement en matière de fournitures de masques FFP2, l'association « Un médecin pour chacun », présidée par Jacques Louiset, qui est par ailleurs également le secrétaire de la section de Fécamp du PCF, a lancé un appel à la population fécampoise : « Beaucoup parmi vous ont eu la bonne idée (contrairement au Ministère de la Santé...) de conserver, dans leurs greniers ou leurs caves, les masques mis en circulation lors de l'épidémie de H1N1 en 2009. S'ils sont restés bien emballés, ils peuvent resservir sans problème. 750 masques FFP2 ont déjà été donnés à l'hôpital et au commissariat de Fécamp ce 24 mars ([voir la vidéo](#)). Et avec votre aide, on va faire encore mieux ! »

Ce 27 mars, 1100 masques FFP2 étaient collectés. Et les dons continuent d'affluer. Autre piste : les cantines scolaires disposent de masques chirurgicaux standard pour les équipes en charge des cuisines. Les écoles étant fermées, ces masques sont donc disponibles.

Nous proposons donc à tous les maires des communes de notre terri-

toire de récupérer ces masques et de les faire parvenir aux soignants (personnel de l'hôpital, des cabinets médicaux et infirmiers, des ambulanciers). Si vous souhaitez convenir d'un rendez-vous avec l'association « Un médecin pour chacun », contactez-nous au rougegorge@pcf-fecamp.fr et nous nous chargerons de vous mettre en contact. Derrière les masques, tissons un réseau de bonnes volontés et d'entraide.